

VOTER
SOCIAL,
C'EST
VOTER
SOCIALISTE





**Les.
entretiens**
DE SOLFERINO

Mercredi 10 juin 2009 de 18 h 30 à 20 h 30

Salle Marie-Thérèse Eyquem • 10, rue de Solferino • 75007 Paris

Laurence Dumont,

Secrétaire Nationale à la Formation

Emmanuel Maurel,

Secrétaire National à l'Université Permanente et d'Été

vous invitent à débattre avec : **Sylviane Agacinski,**
Philosophe, Professeur agrégée à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Autour de son ouvrage : « Corps en miettes »

Éditions Flammarion, collection « Café Voltaire » 2009

• Inscription obligatoire auprès de Christine • E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Téléphone : 01 45 56 76 13

■
2

LA JOURNÉE PME DU PS

Samedi 27 juin 2009 au Musée Social
5, rue Las Cases 75 007 Paris

Suite au colloque de janvier à l'Assemblée nationale sur les PME et la crise, au séminaire de mars sur les grandes entreprises, le but de cette journée sera, par une série d'auditions et de débats, de réfléchir à la sortie de crise et à nos propositions pour les PME, l'artisanat et le commerce de proximité.

Inscription obligatoire : cherif.ba@parti-socialiste.fr
Tel: 01 45 56 78 86

agenda du parti

Jeudi 4 juin

• Lille, meeting national pour les élections européennes

Dimanche 7 juin

• Élections européennes

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32).
- SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.



« À vous de vous mobiliser »

Cher(e)s Camarades,

Dans quelques jours, les Français éliront leurs députés européens. Cette élection peut nous permettre d'envoyer une majorité de gauche au Parlement européen. Elle peut nous permettre de réorienter l'Europe dans le sens de la justice, de l'égalité et du progrès social.

Elle peut aussi permettre de faire barrage à Nicolas Sarkozy si le résultat électoral est suffisamment clair.

Ce sont des enjeux décisifs. C'est un combat magnifique. Je m'y suis engagée de toutes mes forces. Et j'ai été fière de le mener avec vous. J'ai senti le Parti socialiste heureux de se mobiliser, heureux de se rassembler, heureux de se retrouver uni derrière le même objectif.

Il nous reste quelques jours pour convaincre. Et ces quelques jours peuvent nous permettre de faire la différence.

Vous savez tous dans quelles conditions s'est déroulé le débat politique depuis deux mois. Après la campagne étouffée par Nicolas Sarkozy, nous avons droit à la campagne détournée. Sécurité, Turquie, immigration : toutes les manœuvres sont bonnes pour utiliser l'arme de la peur et ne pas parler des vrais enjeux.

Pour notre part, nous avons nos listes, notre programme et nos propositions depuis début mars. Mais il n'a pas été facile de se faire entendre face au tir groupé de la droite, du gouvernement et d'une partie des relais médiatiques.

Mais je suis confiante. Car maintenant que la campagne a véritablement commencé, nous savons qu'il est possible de changer la majorité du Parlement européen.

Nous le savons, car les Français se retrouvent sur nos positions et nos propositions. Comme nous, ils veulent une Europe de la croissance, de l'emploi et de la protection. Oui, nos propositions, nos valeurs et nos idées sont notre force : 100 milliards d'euros pour la relance tout de suite ; 10 millions d'emplois verts dans les énergies renouvelables, les transports propres ou le logement ; une directive pour défendre les services publics ; un salaire minimum dans tous les pays d'Europe pour lutter contre les délocalisations ; le juste échange pour mettre fin au dumping social et écologique.

À vous dans ces quelques jours de vous mobiliser pour faire connaître et expliquer ces propositions. Le changement est à portée de main. Rendez-vous compte : il suffit que dans 20 pays européens, les socialistes gagnent un ou deux députés de plus par rapport aux prévisions pour que le PSE passe devant la droite.

Cela dépend de votre mobilisation. Je compte sur vous tous.

Amitiés socialistes,

Martine Aubry

Le chiffre

Les producteurs de lait sont inquiets et le font savoir. Depuis plusieurs semaines, ils alertent les autorités et l'opinion sur l'effondrement des prix du lait : de l'ordre de 30% en un an. Mais la droite se réfugie dans le mensonge en accusant l'Europe. Pourtant, rappellent les socialistes, « l'UMP a voté en novembre 2008 au Parlement européen la fin des quotas laitiers ».

30

Éducation

Mastère amer

La commission Marois-Filâtre chargée de travailler sur le dossier de la réforme de la formation des enseignants devait normalement rendre ses conclusions le 15 juillet. Mais les projets de décrets instaurant la « mastérisation » du recrutement des enseignants viennent d'être publiés.

À cause des objectifs uniquement budgétaires du gouvernement, « les jeunes enseignants seront envoyés devant les élèves sans aucune formation pratique. Dans un contexte où le métier d'enseignant devient de plus en plus difficile, c'est tout simplement absurde », condamne le PS.

Éducation

Un élève, un flic

« Une force mobile d'agents en milieu scolaire ». C'est la dernière proposition du

ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, pour lutter contre les violences à l'école. Après avoir supprimé des milliers de postes d'enseignants et de surveillants, la droite voudrait corriger le tir en plaçant un policier derrière chaque élève. « Quand un gouvernement en vient à proposer de substituer des policiers aux enseignants, c'est qu'il a échoué sur toute la ligne », estime le PS.

Code du travail

L'émiettement continue !

Al'Assemblée nationale, à l'occasion de l'examen d'un projet de loi UMP sur le prêt de main d'œuvre entre entreprises, le député et porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a soumis un amendement visant à permettre aux salariés en congé maladie ou en congé maternité de travailler à domicile. Peu après, le gouvernement s'est dit en désaccord avec cet amendement. « On ne nous fera pas croire, vu la proximité de M. Lefebvre avec le président de la République, que cette mesure est celle d'un sniper », a estimé le porte-parole du PS Benoît Hamon. Sa proposition

pourrait bien revenir sous une forme différente au lendemain des Européennes, et continuer à faire du salarié l'éternelle variable d'ajustement. Un dossier complet sur ce sujet est disponible sur le site du PS : www.parti-socialiste.fr.



Service sociaux

La droite joue la montre

Le PS a interpellé le Premier ministre à l'Assemblée nationale, après le report de l'examen du rapport sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG). Un texte qui porte sur les services tels que la prise en charge de la petite enfance, le logement social ou le secteur médico-social. « Cette attitude laisse craindre le pire. Si l'UMP repousse l'examen d'une question aussi centrale, ce ne peut être que par crainte du débat. Le groupe socialiste a donc interpellé le gouvernement : qu'avez-vous à cacher sur les services publics ? » Car dans le même temps, au Parlement européen, la droite tente par tous les moyens d'inclure ces services dans une directive qui les soumettraient à la concurrence.

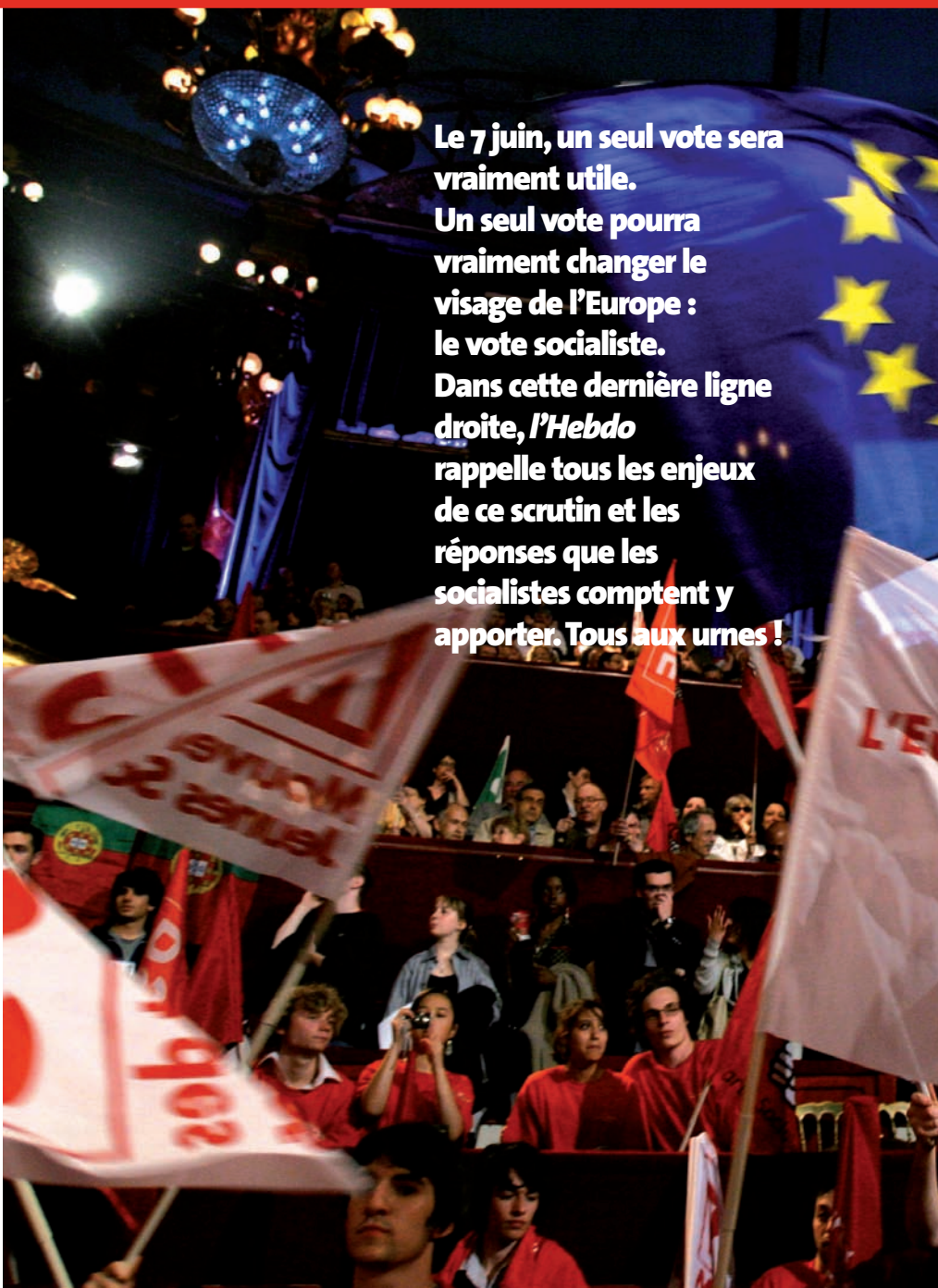
Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine

La campagne en images

Depuis le 25 mai, minuit, la campagne pour les Européennes est officiellement lancée, autorisant désormais l'affichage public et les spots télévisés. Celui du Parti socialiste sera diffusé jusqu'au 5 juin sur les chaînes de télé publiques. Il peut également être visionné sur le site du PS : www.parti-socialiste.fr. Ce clip donne la parole aux citoyens qui, tous, portent un même espoir : construire « une Europe qui retrouve le chemin du progrès social ». Tous veulent voir se concrétiser « une France et une Europe qui arrêtent de croire au règne de l'argent », une Europe « qui s'occupe des gens au chômage », « qui stoppe les délocalisations », « qui fasse confiance à la jeunesse »... Cette Europe est possible, rappelle Martine Aubry. En votant pour le PS et en portant une majorité socialiste à la tête du Parlement européen.



**Le 7 juin, un seul vote sera vraiment utile.
Un seul vote pourra vraiment changer le visage de l'Europe : le vote socialiste.
Dans cette dernière ligne droite, *l'Hebdo* rappelle tous les enjeux de ce scrutin et les réponses que les socialistes comptent y apporter. Tous aux urnes !**



Un seul jour, un seul tour, un seul vote **SOCIALISTE**

■ sommaire du dossier

Trois propositions socialistes pour sortir de la crise

p.8-9

Ni abstention, ni dispersion ! Jean-Christophe Cambadélis et Ségolène Royal appellent au vote socialiste, le seul à même de donner une nouvelle majorité au Parlement européen.

p. 10 à 13

Focus sur l'eurorégion Nord-Ouest

p. 14 à 16

En campagne avec :

Harlem Désir en Île-de-France

p. 18-19

Henri Weber dans le Centre

p. 20-21

Gilles Pargneaux dans le Nord

p. 22-23

Argumentaires

p. 24 à 26

3 propositions pour

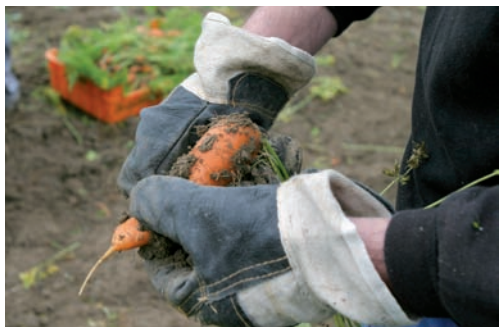


Les socialistes veulent sortir l'Europe et juste. Les élections européennes de mettre en œuvre ce projet au

1. Un plan de relance à hauteur de 100 milliards d'euros

Dans un souci d'efficacité et de solidarité, cet effort financier devra être réparti de manière équitable entre les niveaux européen, national et local. L'Union européenne devra également se doter de nouveaux instruments financiers. Nous militons pour la création d'un emprunt européen pour lever des financements au service d'une stratégie d'investissement dans les infrastructures et les chantiers du futur.

Ce plan de relance servira deux objectifs : accompagner les personnes les plus touchées par la crise - c'est notre revendication d'un bouclier social - et créer les conditions d'une croissance durable d'un point de vue environnemental et social, qui devra déboucher sur la création de 10 millions d'emplois verts.



sortir de la crise

rope de la crise et la mettre sur les rails d'une croissance durable sont l'occasion, en changeant de majorité, de leur donner le pouvoir service des citoyens.

2. Un bouclier social pour les victimes de la crise

Nous demandons une augmentation du budget du « fonds d'ajustement à la mondialisation » créé en 2006 pour atténuer les chocs économiques induits par des fermetures d'entreprises, un assouplissement de ses conditions d'accès et l'élargissement de son champ d'application. Il faut que ce fonds devienne un réel instrument d'accompagnement pour les salariés touchés par la crise !

En lien avec la Confédération européenne des syndicats, nous voulons bâtir un « Accord sur les salaires en Europe ». Il garantira un revenu égal à travail égal et instaurera un salaire minimum décent dans tous les États membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Nous exigeons que soit inscrite une « clause de progrès social » dans les traités européens et dans chaque législation européenne. Il s'agit d'un principe simple mais fondamental : aucune décision prise à l'échelon communautaire ne peut se traduire par une dégradation du niveau de protection sociale des citoyens de l'Union (droit du travail, droit syndical, assurance-maladie, retraite).

Nous instaurerons un cadre européen garantissant le droit d'accès universel et égal aux services publics (éducation, santé, énergie, poste, transports). Leur qualité et leur financement seront assurés, ainsi que leur intégrité telle que définie au plan national. De cette façon, le droit de la concurrence et le droit des entreprises ne s'opposeront plus au droit des citoyens.

3. Changer de modèle de croissance pour créer 10 millions d'emplois verts

La crise a révélé l'urgence qu'il y a à refonder notre modèle de croissance. L'Europe doit amorcer le tournant d'une croissance soutenable fondée sur la justice sociale et la durabilité environnementale.

Comment ? En révolutionnant ses modes de transports par la construction d'un réseau ferroviaire à grande vitesse entre les grandes villes et régions européennes d'un coût accessible, par le développement de transports urbains propres et par la promotion du transport modal (solutions alternatives au transport routier). Nous voulons également devenir les champions de l'efficacité énergétique en engageant un vaste programme de rénovation-isolation des bâtiments et logements anciens et en prenant le chemin de la diversité énergétique. Ceci permettra de répondre au triple objectif de création d'emploi, de réduction de la dépendance énergétique de l'Union et du soulagement des budgets familiaux.

Si ces orientations sont prises, dix millions d'emplois nouveaux seront créés d'ici à 2020, dont deux millions dans les secteurs des énergies renouvelables.



NI ABSTENTION

Voter aux européennes, c'est choisir son avenir



Idée reçue : les élections européennes ne servent à rien. Faux ! Le Parlement européen est la seule institution de l'UE élue aux suffrage universel direct. Les eurodéputés sont co-législateurs et votent des textes qui influencent la vie quotidienne des 500 millions de citoyens européens, qu'il s'agisse de l'avenir de La Poste ou de la sécurité alimentaire. Des sujets qui concernent chacun d'entre nous.

Le 7 juin 2009, 375 millions de citoyens de l'UE ont la possibilité d'élire directement le seul Parlement transnational. Un droit acquis en 1979 qui confère au Parlement européen (PE) plus de légitimité et de pouvoirs. Depuis sa création en 1958, cette institution a considérablement évolué : après les élargissements successifs faisant passer l'UE

de 6 États membres à 27, le nombre de députés européens est passé de 142 à 736 (en 2009), et ses langues officielles de 4 à 23. En 1958, il se contentait de donner son opinion ; aujourd'hui, il décide, à égalité, avec les représentants des gouvernements nationaux, la majorité de la législation de l'UE. Toutefois, seule la Commission européenne peut

être à l'initiative d'une loi. Mais c'est le PE qui élit pour cinq ans le président de la Commission européenne, sur proposition du Conseil européen (les chefs d'État), qui tient compte des résultats des élections européennes. Les autres membres de la Commission sont alors désignés par le Président. Le Parlement accepte ou rejette en bloc la composition de la Commission. La Commission n'est pas censée être une représentation idéologique des États de l'UE. Mais lorsqu'elle a été composée en 2004, la majorité du PE était acquise au Parti populaire européen (PPE),

.../...

« S'unir sur un vote de changement : celui du PSE »



Jean-Christophe Cambadélis est le directeur de la campagne socialiste pour les élections européennes. Pour lui, seule une majorité socialiste au Parlement permettra de changer l'Europe.

En quoi voter socialiste revient à voter pour l'Europe ?

C'est voter pour 27 partis socialistes et sociaux-démocrates qui ont des cultures et des politiques différentes, mais qui se sont mis d'accord sur un programme com-

mun avec une orientation sociale évidente. Ils ont donc pris un engagement fort. Ce qui n'existe ni pour les Verts, qui ne sont pas présents dans tous les États membres, ni pour le Modem, ni pour le NPA. On peut sans doute le regretter, mais l'efficacité commande de voter massivement, se réunifier sur un vote de changement : celui du PSE. Pour la première fois la majorité entre le PSE et le PPE va se jouer à peu. Toute voix compte en Europe.

D'autres partis de gauche présentent des listes...

On peut respecter toutes les opinions. Mais, dans cette élection, on opte soit pour un vote d'expression, soit pour un vote de décision. Le vote d'expression c'est voter pour se faire plaisir, exprimer le fait d'être un peu plus à gauche, un peu plus écologiste, un peu plus au centre. Mais les conservateurs seront satisfaits, et étant au pouvoir, se sentiront confortés dans les politiques qu'ils ont menées.

Un vote de décision, c'est dire « je n'accepte pas l'Europe libérale, car j'estime qu'elle ne prend pas assez en compte l'écologie ; car c'est le moment d'imposer, face à la crise économique, une autre orientation que celle qui est développée jusqu'à présent ». Seul un vote de décision servira à réorienter l'Europe.

Le PSE a déjà prouvé son unité et son essence sociale dans le Parlement précédent...

Sur les votes sociaux et économiques importants, le PSE s'est toujours retrouvé en contradiction avec le PPE. L'exemple que nous connaissons le mieux, car il a fait couler beaucoup d'encre en France, c'est la directive Bolkestein. Un texte qui voulait encore accroître la concurrence entre les salariés. Le PSE a voté contre. Le PPE, dont l'UMP, les Libéraux, avec le Modem, ont voté pour. Quand il s'agit de la politique économique et sociale, il y a deux voix en Europe.

Propos recueillis par F.C.



NI DISPERSION

.../...

la droite européenne, et de nombreux chefs d'État et de gouvernement se trouvaient du même côté de l'échiquier. Résultat: six commissaires sociaux-démocrates sur vingt-sept. Le choix d'un groupe politique à l'heure des élections européennes a donc toute son importance sur les décisions futures de l'UE.

Cependant, le PE peut exercer un contrôle sur les décisions de la Commission, particulièrement en matière de budget. Le Parlement peut censurer et donc provoquer la démission la Commission, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Un impact réel sur la vie quotidienne

Aujourd'hui, le pouvoir législatif est donc partagé entre le Conseil des ministres, le Parlement et la Commission européenne. Avec la procédure de codécision, les actes législatifs européens (règlement, directive ou décision) sont adoptés conjointement par le Parlement et le Conseil, sur proposition de la Commission.

Cela concerne actuellement 40 domaines sur un total de 90 (soit les trois quarts des actes législatifs). Un chiffre qui passerait à 69 avec le Traité de Lisbonne, en intégrant notamment les politiques de coopération policière et judiciaire. Pour les autres secteurs, le Parlement européen n'émet qu'un avis. Son avis peut être

suivi ou non par le Conseil des ministres ou le Conseil des chefs d'État et de gouvernement.

L'ensemble de cette législation européenne, accumulée depuis la création de la CEE en 1957, s'impose sur le droit national d'un État. Il est difficile de connaître la proportion du droit européen dans les législations nationales. Il n'y a pas de code civil ou de code pénal européens par exemple. Et le droit des 27 États de l'Union est issu de plusieurs siècles de travail parlementaire alors que l'UE n'existe « que » depuis 50 ans. Mais le droit communautaire prend de plus en plus de place dans nos législations nationales, par exemple, les émissions de gaz à effet de serre par exemple, l'étiquetage alimentaire, les droits fondamentaux... Les décisions auxquelles participent les eurodéputés ont donc un impact réel sur la vie quotidienne des citoyens de l'UE.

Comme tout Parlement national, le PE est composé de groupes politiques transnationaux, les plus connus étant le Parti socialiste européen (PSE) et le Parti populaire européen (PPE). Donner une majorité à l'un ou à l'autre, c'est donc choisir une orientation politique claire. Quand l'un veut une Europe plus proche des populations, protectrice des droits, et plus sociale, l'autre veut encore déréglementer, élargir la concurrence à des domaines publics comme la santé ou l'éducation. Voter, c'est choisir son avenir.

Fanny Costes



« Imposer un



Présidente de la région Poitou-Charentes et candidate socialiste à l'élection présidentielle en 2007, Ségolène Royal appelle à donner un nouveau visage à l'Union et en finir, enfin, avec la domination de la droite.

Pourquoi est-il important d'éviter la dispersion ?

Parce que la seule force politique capable d'imposer un nouveau rapport de force en Europe, c'est le Parti socialiste européen. Pour faire enfin une Europe sociale, pour



nouveau rapport de force »

réconcilier l'Europe avec ses valeurs de justice, de solidarité, valeurs qui ont été dévoyées et trop souvent oubliées. Plus les députés socialistes seront puissants au Parlement, plus ils feront bloc et plus ils seront en capacité d'imposer une autre Europe.

C'est pourquoi j'appelle à la mobilisation du peuple de gauche, pour qu'il vote socialiste le 7 juin. Nous ne pouvons pas, par la dispersion et l'abstention, reconduire une droite européenne qui a été l'alliée fidèle et constante d'un capitalisme rapace. Cette élection européenne est notre chance pour montrer que la promesse de l'Union est toujours vivante et qu'elle peut inventer un nouveau modèle de développement économique et social. Alors le 7 juin prochain, nous devons tous nous lever pour dire : cinq ans de Commission Barroso, cinq ans de domination de la droite au Parlement européen, on a compris, c'est assez !

Seule une majorité socialiste peut changer l'Europe. Mais comment ? En quoi ses actions au Parlement

peuvent-elles avoir une conséquence directe sur la vie des citoyens ?

Je voudrais rappeler un chiffre : près de 70% de la législation française est d'origine européenne. Le Parlement européen est l'émanation de la volonté souveraine des peuples européens.

Une majorité socialiste, cela veut dire un président de la Commission européenne socialiste et une majorité au Parlement pour gouverner, avec les peuples et pour les peuples. C'est donc des « lois » européennes pour changer la vie de nos 27 pays : protéger l'accès de tous à la santé, à l'éducation, au logement, à l'énergie, adopter des normes sociales et environnementales communes.

Cela veut dire un plan de relance digne de ce nom, un investissement nouveau dans les infrastructures européennes et la recherche, un leadership assumé dans la croissance verte.

Une majorité de gauche, c'est aussi un Parlement fort et incontournable face au Conseil des ministres européens, notamment pour harmoniser la fiscalité et lutter contre le dum-

ping, pour créer un gouvernement économique européen, pour lancer une véritable politique industrielle à l'échelle du continent. C'est donc un nouveau visage pour l'Union, un nouveau cap, une nouvelle ligne d'horizon fondée sur le respect des valeurs humaines.

Justement quelles sont les valeurs portées par les socialistes à Bruxelles ?

Celles que nous défendons tous les jours dans nos responsabilités d'élus de terrain : les valeurs humaines contre les superprofits et les rentes ; les valeurs de solidarité contre la concurrence de tous contre tous ; les valeurs d'ordre juste contre tous les désordres financiers, économiques, environnementaux, sociaux. Au cynisme libéral qui a dévoyé l'Europe, nous opposons la réconciliation sociale, la réconciliation des citoyens avec une Europe qui semble si lointaine, la réconciliation avec une radicalité qui se développe partout en Europe, la réconciliation, enfin, de l'Europe avec le monde.

Propos recueillis par G.G.

L'Europe pour ne pas

L'eurorégion Nord-Ouest regroupe le Nord-Pas-de-Calais, les deux régions normandes et la Picardie. La pêche y est fortement présente et la question des quotas inquiète. Comme celle des quotas laitiers du côté de l'agriculture. Néanmoins, c'est l'industrie automobile, en pleine crise, qui est la cause commune du territoire.

Faire redémarrer l'industrie automobile

Toyota Onnaing n'avait jamais connu de mouvement d'humeur de la part de ses salariés. Mais la crise est passée par là et le 6 avril dernier, les salariés se sont mis en grève et ont bloqué l'usine, réclamant le paiement du chômage partiel et des jours de grève. Le mouvement a duré quatorze jours. Finalement, les salariés ont obtenu une indemnisation de 75% du chômage partiel du salaire brut avec effet rétroactif au 1^{er} février, primes comprises.

À Sandouville, en Seine-Maritime, c'est l'usine Renault, qui sort les spacieuses Lagunas, qui a débrayé et à qui la direction a imposé un plan de départs volontaires de 1000 salariés. L'eurorégion Nord-Ouest regorge d'entreprises liées directement au



La ville de Lille

secteur automobile. Celui-là même qui a reçu 6,5 milliards d'euros d'aides de l'État. « Quand l'Europe a validé le plan d'aide français à l'industrie automobile, elle a simplement demandé que ce plan ne soit pas assorti de contreparties », rappelle Estelle Grelier, numéro 2 de la liste PS pour le Nord-Ouest. Or, à peine l'argent empoché, les entreprises ont mis en place des plans

sociaux. « PSA a reçu 3,5 milliards d'euros le mardi, et le mercredi, la boîte annonçait un plan de 9000 licenciements, condamne la candidate. Nous demandons donc que les aides publiques débloquées aient forcément des contreparties pour les salariés. » La région Nord possède également de nombreux équipementiers qui sont eux aussi tentés d'aller s'installer dans des pays où la législation

perdre le Nord

sociale est moins avantageuse pour les salariés qu'en France. L'effet de suivisme des gros constructeurs. « Nous demandons donc l'instauration d'un salaire minimum en Europe et une normalisation fiscale de l'imposition sur les sociétés vers le haut. C'est réalisable, il suffit d'adopter la même procédure que celle de l'euro, en menant d'abord une politique de convergence. » L'aspect écologique n'est pas oublié dans les propositions socialistes, qui encouragent la recherche et le développement de nouvelles technologies. « D'ici dix ans, nous roulerons tous avec des moteurs propres, conclut la candidate. Il faut faire en sorte que tous les constructeurs européens puissent bénéficier des innovations en la matière. »

Écoper les pertes de revenus des pêcheurs

L'eurorégion Nord-Ouest est plutôt bien dotée en côtes. Boulogne est le premier port de pêche français, avec une flottille diversifiée de 150 bateaux. Chaque année, 37 09 tonnes de pêche fraîche, 10 075 tonnes de poisson congelé sont enregistrées. Le port de Fécamp n'est pas en reste, avec sa flottille de 42 bateaux et ses 10 000 tonnes de poissons, crustacés et coquillages annuelles. La

question des quotas et de la préservation des ressources halieutiques est cruciale. « Nous luttons contre la nationalisation des quotas car elle induit qu'un gouvernement qui se défend bien obtient un plus grand quota que celui qui se défend moins bien », constate Estelle Grelier. Résultat, la France ayant échoué dans la négociation, les pêcheurs de Fécamp regardent les Irlandais pêcher leurs coquilles, et ceux du Boulonnais voient les Hollandais ferrer leurs cabillauds. « Nous sommes pour une juste répartition des quotas, il faut les remettre à l'échelle européenne, par zones de pêche et non pas par État ». La hausse du prix du carburant, associée aux dépenses de modernisation de l'équipement, et au décalage des lignes, a engendré une dramatique baisse des revenus. La reprise d'activité et la transmission sont délicates. « Pour assurer des revenus décents aux pêcheurs, explique encore Estelle Grelier, nous proposons de les associer à l'évaluation des ressources. Étant toujours en mer, ils sont les mieux placés. »

Aider les petits producteurs

La tension se cristallise sur la question de la répartition

des aides de la PAC qui sont actuellement aspirées en majeure partie par les gros céréaliers et par les industries agro-alimentaires. L'eurorégion Nord-Ouest est riche de ces cultures intensives, mais la betterave (le Nord est en 3^e position pour sa culture) et les entreprises sucrières ne doivent pas faire oublier les petits producteurs, les mini-exploitations, qui sont acculés. « Les agriculteurs qui produisent peu, mais qui se concentrent sur la qualité et le respect de l'environnement, ont nettement moins d'aides alors qu'ils participent aussi à l'aménagement du territoire », analyse Estelle Grelier. Au jeu du partage des aides, les exploitations de taille moyenne passent leur tour. « Sans oublier celles qui font partie de la filière courte, et qui n'ont quasiment aucun avantage de la PAC. La répartition doit être plus juste. Pour ce qui est de la crise du lait, (le Nord de la France se classe au 5^e rang des producteurs), il faut instaurer une anticipation dans la gestion des quotas qui doivent être rationalisés. » Là encore, la question de la transmission est cruciale, le département du Nord a perdu 42% de ses exploitations entre 1988 et 2000.

« Être au maximum au contact de la population »



Comment se déroule votre campagne ?

Je me suis engagé dans une campagne de proximité, avec des nombreux déplacements pour être au maximum en contact avec la population.

Nous avons la chance d'avoir une grande région aux problématiques très variées, qu'elles soient industrielles, agricoles, ou portuaires, avec des villes comme Boulogne ou Cherbourg. Nous avons eu de nombreuses rencontres avec les relais syndicalistes dans les usines de la filière automobile, dans la sidérurgie ou dans les aciéries, avec Arcelor Mittal. Nous sommes allés à la rencontre des salariés de PPG de Saultain, menacés par des licenciements. Lors de notre

Avec maintenant deux mois de campagne derrière lui, Gilles Pargneaux enchaîne avec la même énergie les réunions publiques et les meetings dans l'eurorégion Nord-Ouest. Dernière ligne droite avant le vote, dernières occasions de faire passer le message de la mobilisation socialiste.

journée citoyenne en Avesnois, nous avons participé à un débat sur le thème de la fiscalité avec des travailleurs transfrontaliers. À cette occasion, nous nous sommes intéressés aux questions agricoles et avons discuté de la PAC avec des responsables du secteur. Nous avons également rencontré de nombreux acteurs de la vie sociale qui reçoivent des fonds européens et s'inquiètent aujourd'hui de la diminution de ces financements.

Sur quels points avez-vous particulièrement insisté ?

Nous insistons d'abord sur la nécessité que demain le Parlement européen soit majoritairement à gauche, avec une dominante de la gauche socialiste. Durant la campagne, nous avons insisté sur la mise en place d'un vrai plan de relance économique, à l'échelle européenne. Et non pas, comme c'est la solution adoptée aujourd'hui, de se satisfaire d'un plan limité à la France et non-coordonné avec nos voisins. J'insiste

également sur la création d'un bouclier social alors que le projet de la droite n'est que dérégulation et déréglementation.

Quelles sont les grandes étapes à venir ?

Un grand pique-nique européen le 30 mai à Lille. Je serai à Abbeville le 2 juin pour un nouveau débat sur l'Europe. Nous avons enfin notre grand meeting national de clôture le 4 juin à Lille, notamment avec Martine Aubry et Poul Nyrup Rasmussen. Il s'agit avant tout de dire quelle Europe nous voulons car c'est la première fois depuis 1979 que nous pouvons véritablement influencer sur le cours de la politique européenne.

Propos recueillis par Stéphanie Platat



Gilles Pargneaux rencontre les enseignants-chercheurs à Dunkerque

Marseille : dernière ligne droite jusqu'à Strasbourg

J-20 ! Il ne restait que 20 jours de campagne lorsque Martine Aubry est montée à la tribune des Docks des Suds de Marseille. La Première secrétaire du PS était venue soutenir la candidature de la liste socialiste de l'eurorégion Sud-Est emmenée par Vincent Peillon. Un meeting digne de la chaude ambiance méditerranéenne où plus de 1 500 militants et sympathisants ont donné de la voix en saluant les interventions de Michel Vauzelle, le président de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Eugène Caselli, président de l'agglomération marseillaise et de Jean-Noël Guerini, à la tête du département des Bouches-du-Rhône. Un parti rassemblé et, dixit Martine Aubry, « rien ne nous séparera » !



« Fonctionnaires, nous vous défendons ! », Martine Aubry

« Je m'adresse ici aux fonctionnaires, aux agents des services publics pour leur dire : vous êtes le rempart contre les injustices. Nous vous défendons. La droite, quand elle s'adresse aujourd'hui aux fonctionnaires, n'a qu'un seul discours : vous êtes trop nombreux. Regardez le discours de Strasbourg sur l'hôpital public. Le président de la République a dit : qu'avez-vous fait des milliards que nous vous avons donnés ? Ils exigent des prises en charge de plus

en plus importantes. Nous, socialistes, nous ne pensons pas que les services publics soient des charges. Nous pensons qu'un pays est développé quand il dépense toujours plus pour l'éducation, la santé, le logement, et non l'inverse. C'est là une grande différence entre la droite et la gauche. »

« La gauche et la droite ce n'est pas la même chose ! », Vincent Peillon, tête de liste pour l'eurorégion Sud-Est

« Nous avons peu gouverné dans le XX^e siècle, mais nous avons réussi à ouvrir des droits nouveaux, et nous l'avons fait encore avec Lionel Jospin et avec Martine Aubry, en 1997. La CMU, la parité, la relance de la décentralisation... Toutes les grandes réformes de progrès dans ce pays ont été des réformes de la gauche. Ce que nous avons construit dans le cadre de l'État-nation, il nous appartient aujourd'hui de le construire pour l'Europe. »

Damien Ranger

L'Europe, un enjeu capital

Samedi 23 mai, Harlem Désir, tête de liste socialiste pour l'Île-de-France, s'est rendu à Montreuil (Seine-Saint-Denis), dans l'Est de la capitale. Un objectif : mobiliser.

À quelques jours des élections européennes, le calendrier s'accélère pour les socialistes en Île-de-France. Samedi 23 mai, Harlem Désir, la tête de liste du PS dans la région, a un emploi du temps chargé. Le matin, il doit visiter Montreuil en compagnie de la section socialiste de la ville ; l'après-midi, il a prévu de faire une étape place de la Bastille, à Paris, avant une rencontre organisée par le MUS de Paris dans le XIX^e arrondissement.

La journée commence par la visite d'une entreprise montreuilloise occupée par ses vingt-cinq salariés qui demandent depuis huit mois à bénéficier du décret permettant de régulariser les travailleurs sans-papiers. La préfecture et l'employeur font la sourde oreille. Les travailleurs sans-papiers sont soutenus par la section socialiste de la ville. Harlem Désir arrive devant les locaux où flottent des drapeaux de la CGT. Il est accueilli dans une pièce minuscule et sans fenêtres, dans laquelle dorment les grévistes. Ils ont préparé un buffet avec café, boissons, gâteaux et cacahuètes. Aux murs, des



Place de la Bastille, avec des militants allemands et italiens

tableaux de conjugaison utilisés pour les cours d'alphabetisation prodigués par des militants socialistes : Je lutte, tu luttas, nous luttons... « Nous travaillons dans cette entreprise depuis 2001 pour nourrir nos familles, lance Arouna Traoré, porte-parole des travailleurs sans-papiers. Nous avons accepté de n'être payés que sur la moitié du travail réellement effectué et pour des tâches souvent dangereuses. Maintenant, cela suffit ! Nous voulons montrer notre fierté d'être ici ! » Richard Delumbec, le responsable local de la CGT prend la parole. De la colère dans la voix : « L'entreprise Plus Net fait 80% de son chiffre d'affaires avec Bouygues. Il est temps que ce donneur d'ordre cesse de se cacher. Il devrait plutôt favoriser la régularisation des salariés qui ont tra-

vailé sur ses chantiers. » Harlem Désir promet d'intervenir auprès du Préfet : « Le gouvernement avait pourtant promis de favoriser l'immigration de travail (rires dans la salle), mais si je comprends bien, vous travaillez plus pour gagner moins (nouveaux rires). Les salariés ont des droits et je vais vous soutenir afin qu'ils soient respectés. »

Poignées de main chaleureuses

Harlem Désir se rend ensuite au marché des Ruffins. « Rien qu'en regardant les affiches des candidats, on voit que le NPA, très présent près de Paris, ne vient pas dans un quartier aussi populaire et excentré du Haut-Montreuil », ironise Alexie Lorca, la secrétaire de la section socialiste de la ville.

pour Harlem Désir

L'accueil est très bon, les poignées de main chaleureuses. Retour à Paris. En milieu d'après-midi, Harlem Désir se rend place de la Bastille afin de saluer le rassemblement des sections des XI^e, XII^e, XIII^e et XVII^e arrondissements, auquel se sont joints des représentants du SPD allemand et du Partito Democratico italien. « Nous sommes ici car les socialistes parisiens et le SPD berlinois font face aux mêmes problèmes, dévoile, au milieu d'une forêt de bannières socialistes, Christian Gaebler, secrétaire général du SPD au Parlement de Berlin. En matière de salaire minimum, par exemple, je pense que les sociaux-démocrates allemands ont à apprendre des socialistes français. » Tracts en main, Christian Sautter, ancien ministre de l'Économie et des finances et actuel adjoint au maire de Paris en charge de l'emploi et du développement, est également présent. Pour

lui, l'enjeu des élections européennes est simple : « Le retour au plein emploi et le renforcement de la protection sociale passent par une Europe de gauche. »

« Stop ou encore ? »

Changement de décor. 18h00, dans le XIX^e arrondissement, le MJS de Paris a organisé une réunion publique spéciale jeunes, à l'Abracadabar. Le café est bondé. Une centaine de personnes se presse dans une pièce plongée dans une semi-obscurité. Aux murs, des affiches avec des photos de Nicolas Sarkozy et de José Manuel Barroso barrées d'un « Stop ou encore ? » Le ton est donné. Les jeunes qui se sont réunis sont principalement membres du MJS, mais les questions sont parfois critiques. « C'est bien de critiquer l'UMP, mais il faudrait aussi proposer quelque chose de

clair ! » « La jeunesse n'a connu que des crises. Que peut faire l'Europe ? » « Vous êtes pour l'entrée de la Turquie en Europe, mais que prévoyez-vous contre les discriminations à l'égard des musulmans ? »

Aux côtés d'Harlem Désir, face à la salle, se tiennent deux colistiers, Claire Edey et Mamadou Gaye, un ancien cadre de SOS Racisme. « Nous voulons nous battre pour que l'identité commune de l'Europe reconnaisse l'apport des migrants, en instaurant enfin le droit de vote des étrangers non communautaires », explique notamment Claire Edey. Harlem Désir rappelle que les politiques menées par la droite en Europe se résument à mettre toujours plus en concurrence les pays de l'Ouest et de l'Est de l'Europe. « Avec la droite, c'est toujours le dumping. Le PSE propose une harmonisation par le haut des droits sociaux », déclare-t-il. Il revient sur sa visite aux salariés sans-papiers en grève de l'entreprise Plus Net. « C'est la traduction d'une politique menée au niveau européen. Nous voulons l'abrogation de la directive retour qui aggrave les sanctions à l'égard des immigrés sans-papiers », insiste la tête de liste. Preuve qu'il faut résolument changer l'Europe. Maintenant.



Harlem Désir accueilli par des salariés sans-papiers, à Montreuil

Henri Weber rayonne

Tête de liste de la région Centre, Henri Weber avance avec assurance dans cette campagne. Débats avec les têtes de listes UMP et Modem, marchés, réunions thématiques... le député européen était, à deux semaines de l'échéance électorale, sur tous les fronts.

Ce sont 20 listes qui s'affronteront le 7 juin prochain dans l'euro-région Centre. Avant le départ de la campagne officielle, la chaîne France 3 Limousin organisait un débat avec les têtes de listes des trois principales formations. Trente minutes pour convaincre. Henri Weber, particulièrement à l'aise dans ce type d'exercice, avait en face de lui deux concurrents peu loquaces. L'UMP, tout d'abord, déjà en pleine campagne pour les régionales, plaçant autant que



Karine Gloanec-Maurin et Henri Weber, en pleine discussion sur le plan de relance proposé par les socialistes européens, sur le marché de Tulle.

possible « l'œuvre » de Brice Hortefeux en Auvergne (le ministre des Affaires sociales fut député européen de cette circonscription jusqu'en 2005 et se voit déjà à la tête de la région), et la tête de liste Modem, tentant de s'autopersuader d'être le seul « Européen » autour de cette table. Au milieu de la cacophonie, le candidat socialiste réussit à faire passer plusieurs messages essentiels. Tout d'abord, « Non, les Français ne se désintéressent pas de l'Europe, comme en témoigne un récent sondage de la Sofres indiquant que 67% de nos compatriotes estiment que l'Europe est une chance dans le monde », rappelle-t-il avec précision. Pédagogue,

il explique ensuite : « Nous sommes dans une démocratie médiatique. Tant que les médias ne se seront pas emparés de ces élections, l'opinion ne sera pas concentrée sur le scrutin. » Le candidat dresse ensuite un bilan de la présidence française de l'UE. « Le plan de relance adopté en octobre 2008 et dont Sarkozy est si fier n'est que la somme de 27 plans nationaux non coordonnés. Il faut être aveugle pour ne pas voir la chute verticale de la production, et donc la contraction de la croissance et de l'emploi, avec 27 millions de chômeurs d'ici la fin de l'année ! » Il passe enfin aux propositions portées par l'ensemble des progressistes européens, notamment le



Henri Weber en débat sur France 3 limousin avec les têtes de liste UMP et Modem

dans le Centre

plan de 100 milliards d'euro financé par la banque européenne d'investissement ainsi que par l'endettement. « Nous devons conquérir le droit par l'Union de lever l'emprunt », conclut-il.

Tracts et marché

Le débat terminé, il est temps de rejoindre la ville de Tulle pour une rencontre thématique sur la culture. Avant cela, le candidat socialiste, accompagné de la numéro 4 sur la liste, Karine Gloanec-Maurin, s'engage sur le marché de la commune. Tracts à la main, Henri Weber discute avec deux passants des sujets d'actualité. Au menu, la crise du lait. « Une illustration évidente des dégâts de la réorientation ultra-libérale de la PAC mise en place en 2003 », explique l'eurodéputé, constatant « qu'avec de telles politiques, nous assisterons à la mort des exploitations familiales et de l'agriculture de montagne ».

S'ensuit une discussion sur le « bouclier social », proposition socialiste qui s'articule autour de trois piliers : la mise en place d'un SMIC européen, fixé à 60% du salaire moyen de chaque pays membres, le vote d'une directive « service » qui mette fin aux dérives et

enfin une meilleure indemnisation du chômage. Pour Henri Weber, le « bouclier social » est la seule réponse pour « assurer le pouvoir d'achat et la consommation populaire ».



Entouré de nombreux artistes européens, Henri Weber a inauguré à Naves la « rue des arts »

Objet politique non identifié

Quelques minutes plus tard, la réunion culture débute. Professionnels locaux et militants entament un débat animé. Karine Gloanec-Maurin, candidate mais aussi secrétaire nationale adjointe du PS à la culture, est la première à rappeler quelques chiffres édifiants : « Avec moins de 0,05% du budget européen – soit 7 centimes par citoyen et par an - qui lui est alloué, la politique culturelle européenne reste encore un

« objet politique non identifié », avec des objectifs et des outils de mise en œuvre ambitieux, mais de faibles moyens financiers. » Henri Weber, membre de la commission culture et rapporteur du texte sur la fin de l'analogique et le début du tout numérique pour l'ensemble des télévisions européennes, insiste lui aussi sur la nécessaire progression de l'action culturelle de l'Union. Une montée en puissance qui réclame non seulement des moyens, mais aussi une véritable volonté politique, celle de placer la création au cœur du débat.

La journée s'achève dans la même veine culturelle, avec l'inauguration d'une initiative artistique rassemblant Français, Allemands et Italiens. L'édition 2009 de la « Rue des arts » célèbre en effet un échange culturel et humain. Dans plus de 34 lieux à travers le département, 50 artistes du pays de Tulle, de Schorndorf et de Dueville présentent des œuvres pour un parcours dense et coloré. Un échange salué par Henri Weber, rappelant l'existence d'une autre Europe « citoyenne et culturelle ».

Gilles Pargneaux, l'Europe

Par tous les temps, Gilles Pargneaux, tête de liste pour la région Nord-Ouest, est sur le terrain, pour diffuser les idées socialistes. Dans cette région particulièrement touchée par la crise, l'Europe sociale et solidaire, portée par les socialistes, constitue un recours et un espoir.

■ Il est 7h15 lorsque Gilles Pargneaux arrive à l'entrée de l'usine Arcelor. Il est accompagné d'Hélène Parra, une des ses colistières pour le Nord-Ouest. Sur place, une quinzaine de militants sont présents. Armés de parapluie - il tombe des cordes - ils diffusent le tract qui annonce la réunion publique du soir, en présence de Michel Delebarre, le maire de Dunkerque. « Votez Gilles Pargneaux, le seul candidat qui résiste à l'eau », scande une des jeunes socialistes avec humeur et enthousiasme. Une fois la distribution terminée, direction Dunkerque pour une rencontre avec les enseignants chercheurs.

En chemin, Wulfran Despicht, secrétaire de la section socialiste de la ville, également vice-président de la région, évoque la « dimension particulière que revêt l'Europe dans cette région ».

Dunkerque fait en effet partie d'un GECT, groupement européen de coopération transfrontalière. « L'Europe con-

crète », estime Wulfran. En pratique, le GECT consiste en un renforcement des liens vertueux pour ce territoire si proche de la Flandre, en Belgique. Avec un « pôle emploi » tout d'abord. Alors que le territoire belge affiche moins de 2% de chômage, la région de Dunkerque culmine à 12%. Le GECT, c'est aussi un plan hospitalier, notamment pour les urgences, avec une organisation qui permet de prendre en charge les malades selon leur situation géographique et non selon leur nationalité. Ce plan comprend également le projet de l'achat d'un Tepsan, cette IRM dernière génération, auxquels les Dunkerquois n'auraient pu accéder seuls car son acquisition requiert un bassin de population d'au moins 600 000 personnes. L'Europe du concret donc. Et comme souvent dans les régions transfrontalières, l'Union suscite beaucoup d'espoirs.

Ch'tis

Arrivé dans la cafétéria du Crous (Centre universitaire) de la ville, Gilles Pargneaux se présente et indique vouloir être « dans l'explication, le débat et la rencontre ».

Philippe, un des enseignants chercheurs venus ce matin, revient sur les origines de la colère universitaire. « Le mouvement a pris corps lorsque le Conseil d'administration de la

fac a fait le constat du mensonge du gouvernement, du décalage entre l'annonce des moyens et la baisse significative de notre propre budget. » La tête de liste écoute les nombreuses interventions, puis présente le programme des socialistes européens. Il insiste sur la volonté commune des 27 partis progressistes de l'Union de voter une directive sur les services publics qui réaffirme notamment la nécessité de préserver la mission publique d'enseignement et de recherche.

Le débat terminé, il est temps pour Gilles Pargneaux de rejoindre des camarades en pleine diffusion de tracts sur le marché de Bergues, ce petit village typique de la région devenu célèbre depuis le succès du film *Bienvenue chez les Ch'tis*. Homme de terrain avant tout, Gilles Pargneaux est très à l'aise et martèle le message essentiel : « Le 7 juin, un seul tour, un seul vote, socialiste ! » Une marchande de fruits l'interpelle, lui demandant à quoi ressemble l'Europe qu'il propose. « À une force sociale, verte et solidaire », rétorque du tac au tac le candidat.

Oxygène

Après cet intermède militant, retour chez Arcelor. Le site, qui produit 30% de l'acier plat européen, a employé jusqu'à 11 000 salariés. Aujourd'hui, il

concrète au cœur du débat



Gilles Pargneaux, Michel Delebarre, Jean-Louis Cottigny, Wulfran Despicht, Anne Wetzel, Joëlle Crockey et Hélène Parra

n'en reste plus que 3 500. Les syndicats sont inquiets. « Avec ce qui vient de se passer, avec cette crise, plus rien ne sera jamais comme avant, explique le candidat socialiste. Nous devons aujourd'hui réinventer un système économique. » Là encore, il égrène les propositions des socialistes européens : un grand plan de relance tout d'abord, avec plus de 100 milliards d'euros. Ensuite, la création de comités d'entreprise européens qui donnent plus de poids à la représentation syndicale, et donc au travail plutôt qu'à l'actionnariat. Enfin, le renforce-

ment de la politique structurelle d'aide aux régions, de l'oxygène pour les bassins dévastés par les dernières secousses économiques. Les représentants syndicaux écoutent, insistent sur les spécificités du site. Ils s'accordent à apprécier la présence de futurs représentants à Bruxelles et à Strasbourg. « Je reviendrai aussi souvent que vous le souhaitez », promet Gilles Pargneaux, galvanisé par le débat. Le dernier rendez-vous de la journée est une réunion avec les représentants de la centrale nucléaire de Gravelines. En présence du maire PS de la ville,

Bertrand Ringot, mais aussi du numéro 3 de liste Nord-Ouest, Jean-Louis Cottigny, et d'Anne Wetzel, elle aussi candidate, s'ouvre un débat sur l'énergie. Gravelines héberge la plus importante usine nucléaire de l'Union, employant 1 700 salariés et pratiquement autant de sous-traitants. Au cœur du débat, un constat : la France n'a plus les moyens suffisants pour penser seule sa politique industrielle et sa politique énergétique. Là encore, l'Union européenne doit être au rendez-vous. Gilles Pargneaux s'y engage.

Ariane Vincent

Favoriser le juste échange

● Les faits

Par le juste échange, nous souhaitons à la fois aider au développement économique des pays pauvres et promouvoir les normes sociales et environnementales internationales pour une plus grande justice sociale à l'échelle de la planète. Le commerce doit être au service du développement, avec une approche mondiale et solidaire.

● Les acquis socialistes

Nous avons obtenu que la santé passe avant le commerce : grâce à notre action, l'accès aux médicaments génériques dans les pays en développement a été facilité. Dans les négociations en cours des Accords de Partenariat Économique – accords commerciaux entre l'UE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) – nous sommes à la pointe de la défense du droit des pays pauvres à favoriser leur agriculture locale, leurs industries naissantes et leurs services publics.

● Nos propositions

- Lutter contre le dumping social et environnemental : les entreprises qui veulent vendre dans l'Union doivent respecter les règles en vigueur au sein de l'UE. Comme pour Reach (règlement européen sur les substances chimiques), il ne s'agit pas de protectionnisme, mais d'imposer les mêmes règles du jeu via des normes sociales et environnementales ;
- Mettre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (8 objectifs fixés par l'ONU dans l'aide aux pays en développement) au centre de la politique commerciale de l'UE ;
- Soutenir le système commercial multilatéral et l'orienter en faveur des pays en développement dans le cycle de Doha pour le développement ;
- Défendre des accords commerciaux incluant des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux. Par exemple, les accords de partenariat économique en cours de négociation doivent être de vrais instruments du développement social et économique. Dans ces accords, la sécurité alimentaire doit passer avant le commerce ;
- Agir pour la diffusion des produits du commerce équitable en Europe, et garantir ainsi des salaires décentes et un respect de normes environnementales ;
- Le travail décent doit être un objectif mondial. Nous voulons faire progresser les garanties fondamentales que sont les conditions de travail décentes, les salaires adéquats, la sécurité sociale et le dialogue social effectif.

L'égoïsme de la droite

- Elle a voté pour que l'Europe exige la libéralisation des services publics dans les pays en développement, de façon à ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises européennes au mépris des besoins des populations.
- Elle a voté contre notre proposition de taxe éthique dont l'objectif était de lutter contre les formes d'esclavage moderne. Dans notre proposition, le bénéfice de cette taxe devait servir à alimenter un fonds d'aide au développement.
- Lors de la crise alimentaire, nous avons proposé d'interdire les instruments financiers dont les profits résultaient de la spéculation sur les produits alimentaires : la droite a voté contre. En revanche, elle a déposé un amendement pour condamner les mesures de protection prises par des pays en voie de développement pour empêcher des exportations de certaines denrées alimentaires afin de subvenir aux besoins de leur population



Le partenariat euro-méditerranéen : une priorité

● Les faits

Les socialistes européens souhaitent faire du partenariat euro-méditerranéen l'une des priorités de la politique extérieure de l'Union. Cela doit passer par la relance du processus de Barcelone autour de trois piliers : politique, économique, culturel et humain.

● Nos propositions

- Relancer le partenariat UE / Méditerranée dans l'objectif de créer une communauté de valeurs, d'intérêts et de destins, en rupture avec la logique sécuritaire de la droite européenne ;
- Doter le partenariat euro-méditerranéen d'un réel leadership, avec la mise en place d'une instance exécutive ;
- Renforcer le dialogue politique autour de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ;
- Créer une Banque de développement euro-méditerranéenne ;
- Lancer un agenda de coopération économique régionale et sous-régionale pour résorber les disparités sociales et économiques entre les deux rives et ancrer la région dans l'économie mondiale ;
- Afficher une véritable politique de démocratisation et de promotion des droits de l'Homme au moyen d'un soutien visible aux sociétés civiles et aux formations politiques démocratiques de la rive Sud ;
- La stabilité politique de la région est l'une de nos priorités, c'est pourquoi nous nous opposons au « rehaussement » des relations entre l'UE et Israël. Aussi longtemps que la situation demeurera aussi critique, le Groupe PSE maintiendra sa position négative concernant le vote de l'avis conforme sur une participation accrue d'Israël aux programmes communautaires. Tout « rehaussement » des relations politiques entre l'Union Européenne et Israël doit être strictement conditionné par le respect du droit humanitaire international, par un réel engagement en faveur d'un établissement complet de la paix, par la fin de la crise humanitaire à Gaza et dans les territoires palestiniens occupés, et par le respect d'une mise en place complète de l'accord d'association intérimaire entre la Commission européenne et l'OLP.

La vision mercantiliste de la droite

Elle a défendu l'Union pour la Méditerranée (UPM) de Nicolas Sarkozy telle que présentée dans sa mouture initiale. Cette initiative franco-française, refusée par l'ensemble des autres États membres, excluait tous les pays européens non-riverains de la Méditerranée. Elle a soutenu le projet de la Commission européenne d'imposer une zone de libre-échange entre l'Europe et les pays méditerranéens dès 2010, alors que leurs économies sont encore trop fragiles.

La droite européenne ne voit le partenariat euro-méditerranéen que sous son angle commercial, au mépris des objectifs de développement ou de promotion des droits de l'Homme.



Des libertés et des droits fondamentaux pour tous

● Les faits

Nous voulons que l'Union européenne soit un espace de liberté et de justice, dans lequel les droits de chacun soient garantis, sans distinction d'origine, de sexe, de religion, d'âge ou d'orientation sexuelle. Un espace dans lequel les violations de ces droits seront enfin sanctionnées.

● Les acquis socialistes

- Nous nous sommes battus pour que la Commission européenne présente une directive ambitieuse visant à combattre les discriminations fondées sur l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la religion dans les domaines de l'emploi et de l'accès aux biens et services. Ce texte majeur vient compléter l'arsenal législatif déjà existant en matière de discriminations raciales et d'égalité hommes-femmes.
- Nous avons obtenu l'adoption d'une « loi cadre » contre le racisme et la xénophobie, qui pénalise toute incitation publique à la violence et à la haine contre des personnes d'une couleur, d'une religion ou d'une ethnie différente.
- Nous avons fait pression sur le Conseil pour que la définition de l'incitation à commettre un acte terroriste soit encadrée par de solides garanties en matière de respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.
- Dans le domaine de la coopération judiciaire et policière, nous avons œuvré au renforcement de la protection des données personnelles, dans l'intérêt des citoyens européens.

● Nos propositions

- L'harmonisation au niveau européen de garanties pour les droits de la défense dans la justice pénale (accès à un avocat, temps de la garde à vue, procédures d'appel...) ;
- Le développement de mesures concrètes en matière d'accès des personnes les plus vulnérables (migrants, minorités ethniques telles que les Roms, personnes handicapées...) à l'éducation, à l'emploi et à la formation, au logement ou encore aux soins de santé.

Le tout sécuritaire de la droite

- Dans le cadre de certaines décisions relatives à la lutte contre le terrorisme, elle a pris des positions à tendance islamophobe.
- Elle s'oppose systématiquement à l'octroi de droits aux couples homosexuels.
- Elle a adopté une approche sécuritaire accordant peu de place à la défense des libertés individuelles : utilisation excessive et sans contrôle démocratique de la biométrie (par exemple, prise des empreintes digitales des enfants à partir de 6 ans), soutien à la collecte et au transfert vers les États-Unis de données personnelles des passagers de vols transatlantiques, sans garantie en termes d'utilisation de ces données.
- L'UMP, le MODEM, le Nouveau centre et l'extrême droite ont ensemble fait échouer le 4^e rapport sur la citoyenneté dans l'UE, dans lequel il était prévu que les citoyens non européens résidant légalement depuis plus de 5 ans dans l'UE, pouvaient acquérir le droit de vote aux élections locales et européennes.





Université d'été à La Rochelle du 28 au 30 août 2009

Espace Encan - Quai Louis Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants, le vendredi 28 août 2009 à 13h30

☐ Tarif participant 75 euros (Buffet du samedi midi¹ + repas festif du samedi soir compris¹ - sans hébergement²)

Les badges et les tickets repas vous seront remis sur place

☐ Tarif participant 50 euros (sans repas - sans hébergement²)

Nom* : Prénom* :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Tél. : Portable :

e-mail :@.....

Fédération Département* :

Adhérent(e) au Parti Socialiste depuis (ANNÉE D'ADHÉSION) :

Je souhaite bénéficier d'un billet Congrès SNCF : Oui ☐ Non ☐

Pour information : l'Université du MJS se tiendra aux mêmes dates et au même endroit.

LES INSCRIPTIONS PARVENUES APRÈS LE 19 JUIN 2009 NE SERONT PAS PRISES EN COMPTE.

ATTENTION : IL N'Y AURA AUCUNE INSCRIPTION SUR PLACE

* **merci d'écrire en majuscule**

¹ Repas dans la limite des places disponibles

² Nous n'assurons pas l'hébergement, contacter l'office de tourisme de La Rochelle tél. : 05 46 50 50 31

À retourner accompagné du chèque à l'ordre du Parti Socialiste au : Parti Socialiste - La Rochelle, 10 rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07

le 7 juin 2009, un seul tour, un seul vote
le vote socialiste



Voter **social**, c'est voter **socialiste**

■ 100 milliards d'euros tout de suite pour la relance économique

Pour soutenir la consommation, l'économie réelle et l'emploi, pour investir dans les PME, l'innovation et la recherche-développement

■ Un bouclier social pour les salariés, les chômeurs, les retraités

Un salaire minimum pour stopper les délocalisations, une «clause de progrès social», pour qu'aucune directive ne puisse affaiblir les droits sociaux d'aucun salarié européen, et une directive pour protéger les services publics.

■ 10 millions d'emplois verts

Créés dans les secteurs des transports, de la construction et des énergies renouvelables.

Le 7 juin, nous pouvons changer de majorité au Parlement européen

- Le Parti socialiste est le seul à pouvoir conquérir la majorité au Parlement européen pour changer le cours de l'Europe, parce qu'il est uni avec les 27 autres partis socialistes d'Europe.
- Vous savez ce que les socialistes font pour vous dans vos villes, vos communes, vos départements et vos régions. Nous consacrerons la même énergie et la même conviction au Parlement européen pour vous protéger, combattre la crise et préparer l'avenir.



« Changer l'Europe, maintenant ! »

elections2009.pes.org

changerleurope.fr

